



## Évaluation de la fonctionnalité des marchés au Tchad Données collectées en février-mars 2023

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION .....	3
I. Contexte .....	5
II. Aperçu des Résultats .....	6
III. Leçons tirées de la mise en œuvre des éditions de 2021 et 2022 .....	8
IV. Analyse par dimension du MFI .....	9
a) Assortiment .....	9
b) Disponibilité .....	10
c) Prix .....	14
d) Résilience des chaînes d'approvisionnement .....	16
e) Compétition des acteurs .....	17
f) Infrastructures .....	18
g) Service .....	20
h) Qualité des denrées .....	21
i) Accès et protection .....	23
V. MFI et modalités de transfert dans les zones des réfugiés .....	25
VI. Impact des inondations sur la fonctionnalité des marchés .....	27
VII. Analyse de la demande sur les marchés et les préférences de la population .....	28
Conclusion .....	31
Recommandations .....	31
Annexe .....	33



## INTRODUCTION

Dans le cadre des efforts visant à soutenir la programmation fondée sur des preuves et le choix des modalités de transfert, une évaluation des marchés à l'échelle du pays a été menée pour déterminer leur fonctionnalité et donc leur adéquation aux différentes modalités de transfert.

L'évaluation a utilisé, comme pour les deux dernières années, une approche d'évaluation des marchés basée sur l'indice de fonctionnalité des marchés (MFI), adopté au Tchad depuis 2021. Elle s'appuie sur un ensemble des questions structurées en neuf dimensions estimées comme essentielles pour apprécier la fonctionnalité des marchés. Celles-ci incluent : l'assortiment, la disponibilité, le prix, la résilience des chaînes d'approvisionnement, la concurrence, l'infrastructure, le service, la qualité des aliments et l'accès et la protection.

### Indice de fonctionnalité des marchés

Un marché fonctionne bien si :

- a) Les caractéristiques qui influencent le comportement des acheteurs et des vendeurs sont stables et prévisibles ;
- b) Les interactions entre les vendeurs, et entre les vendeurs et les acheteurs sont transparentes ; et
- c) Les approvisionnements sont suffisants, réguliers et prévisibles, à des prix abordables, stables et prévisibles.

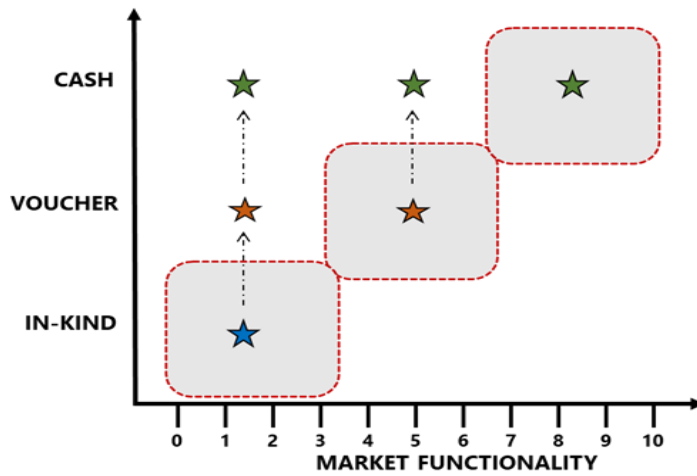
### Concept

- Plus le MFI est élevé, plus le marché est censé être fonctionnel.
- Le MFI permet de comparer les marchés d'une zone ou d'un pays en termes de fonctionnalité.
- L'analyse des composantes du MFI permet de comprendre les facteurs qui sous-tendent la fonctionnalité d'un marché, et donc les risques et opportunités possibles associés aux interventions basées sur le marché.
- Un MFI élevé implique une plus grande faisabilité de CBT. Quand il est plus faible, il faut envisager les autres modalités d'intervention.
- Cependant la relation n'est pas simple et linéaire.

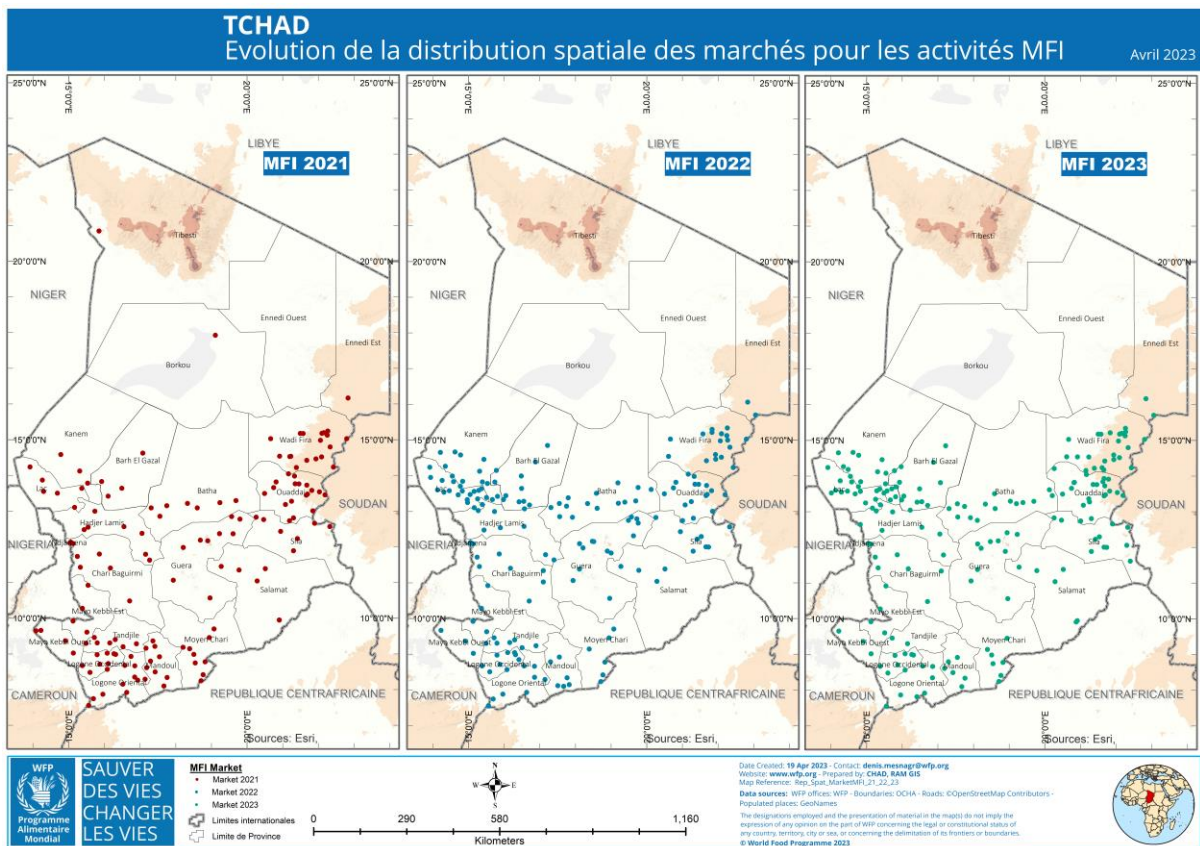




Figure 1: Seuils standard du MFI



Carte 1 : Répartition spatiale des marchés





## I. Contexte

Les marchés tiennent une place très importante dans les activités du PAM, tant pour les achats locaux que pour la fourniture de l'assistance aux bénéficiaires. Dans ce sens, le PAM a développé des instruments et une approche méthodologique pouvant permettre d'apprécier le fonctionnement des marchés. Cela a permis au PAM d'affiner sa stratégie d'assistance, de mesurer les impacts positifs et négatifs sur le dynamisme des marchés et partant les effets pervers sur les ménages non bénéficiaires.

Suivant des leçons apprises sur plusieurs années de mises en œuvre mais aussi de nouvelles exigences en matière de planification des activités prenant plus en compte la dimension « marché », le PAM, à travers le monde, a développé une approche méthodologique simplifiée prenant en compte les besoins d'informations nécessaires à cette planification. C'est ainsi que le PAM a développé une approche d'évaluation permettant de calculer un Indice de Fonctionnalité des Marchés ou Market Functionality Index en anglais (MFI).

Ces évaluations ont pu être conduites dans d'autres bureaux de pays donnant de bonnes perspectives pour la prise en compte de la dimension « marchés » dans les programmes du PAM. Le PAM Tchad entend réaliser sa troisième évaluation dans ce sens.

L'objectif global visé par l'enquête est de collecter des données pour apprécier la fonctionnalité des marchés dans les zones d'intervention du PAM. D'une manière spécifique, l'enquête permet de collecter des données et de produire des indicateurs pour :

- Evaluer l'indice de fonctionnalité des marchés ;
- Faire une cartographie des zones en fonction du niveau de fonctionnalité des marchés ;
- Fournir des informations d'ordre programmatique pour la mise en œuvre des activités, notamment sur les modalités d'intervention ;

Cette évaluation a vu la participation de la Direction de la Production et des Statistiques Agricoles (DPSA) du Ministère du développement agricole.

La méthodologie adoptée pour la collecte et l'analyse des données permet de produire les indicateurs principaux qui captent la fonctionnalité des marchés.

La collecte des données sur les marchés a été effectuée à travers deux questionnaires (marchés et commerçants) conduites dans les principaux marchés auprès des commerçants, des transporteurs et d'autres informateurs clés (représentants de chambre de commerce, des commerçants, etc.) en vue d'apprécier les informations sur



les différentes dimensions de cette évaluation qui sont entre autres la qualité et les prix des denrées alimentaires et non alimentaire, les infrastructures, les services et la compétitivité, l'accès et la protection, etc. L'analyse des marchés porte sur les principaux aspects de la fonctionnalité des marchés énumérés ci-haut.

L'étude a couvert 20 provinces du pays (excluant les provinces de Tibesti, Borkou et Ennedi Est). Avant la collecte de données, 56 enquêteurs ont été formés durant 3 jours sur les concepts du MFI, la présentation des questionnaires ainsi qu'à des exercices de simulations. La collecte a duré 11 jours, et 190 marchés (contre 185 marchés en 2022) ont été visités pour un total de 3 586 commerçants.

Les défis rencontrés sont entre autres :

- Certains marchés à très faible animation ;
- Coïncidences des jours d'animation des marchés dans un même département/province ;
- Marchés difficilement accessibles en raison de l'état des infrastructures ;
- Difficultés ou absence de grossistes dans certains marchés hebdomadaires ;
- Refus des certains commerçants de se faire enquêter, et refus catégorique de la chambre des commerçants du marché de Roro dans le Moyen Chari ;
- Problème d'insécurité dans les zones frontalières avec le Soudan

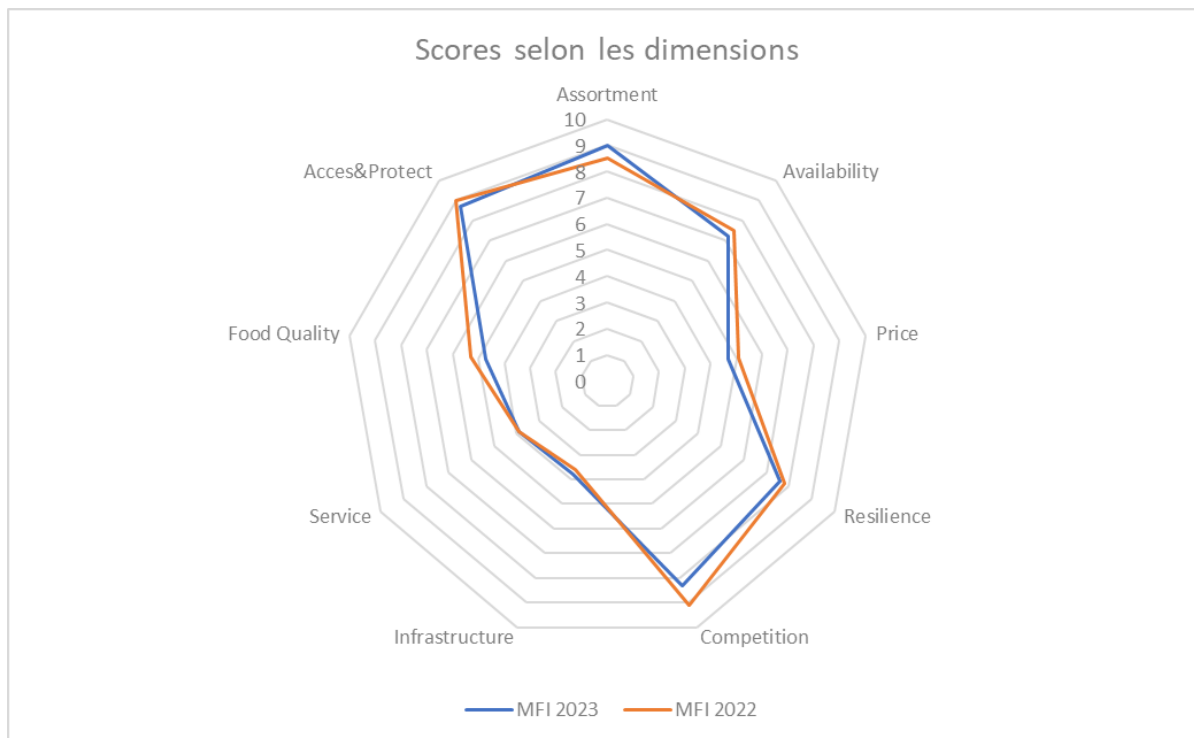
## II. Aperçu des Résultats

De façon globale, le MFI au niveau national est de 4.4, alors qu'il était de 4.6 en 2022 et 4.1 en 2021. Ce qui indique que pour la plupart des zones/provinces, l'implémentation du CBT pourrait se faire. Ce score reste néanmoins faible par rapport aux seuils standards. L'analyse des dimensions montre que les scores sont les plus faibles au niveau des infrastructures, services et qualité des produits, mais aussi les prix (Figure 2).

Entre 2022 et 2023, on ne note pas une variation significative des résultats dans chacune des dimensions, ce qui porte à croire que les résultats sont stables, de façon globale.



Figure 2 : Résumé des résultats MFI pour le Tchad



Les marchés regorgent d'un nombre assez important d'acteurs qui y opèrent et les chaînes d'approvisionnement quant à elles, sont moyennement résilientes (les commerçants peuvent faire face à une demande additionnelle, mais dans un délai excédant une semaine, avec un score 7.6 pour cette dimension). Enfin, la disponibilité est assez bonne (score de 7.2), et les prix peu stables et peu prévisibles (score de 4.7). Il faut aussi noter que la disponibilité fait allusion à la disponibilité globale au niveau des marchés, aussi bien qu'elles proviennent des productions agricoles que des importations des produits manufacturés.

Par conséquent, bien que les seuils normaux pour les différentes modalités soient ceux indiqués dans la Figure 1, ils ont été ajustés pour tenir compte des facteurs contextuels. Ainsi, lorsque le MFI est compris entre 0 et 2.5, l'utilisation des vivres est à recommander ; entre 2.6 et 4.5 c'est le voucher qui est recommandé ; et enfin s'il est supérieur à 4.5, c'est le cash qui est recommandé. Il faut aussi noter que lorsque le score est élevé, par exemple lorsque l'utilisation du cash est faisable, les autres modalités telles que le voucher ou encore les vivres en nature peuvent aussi être faisables. Le tableau A1 en annexe fournit plus d'informations sur les scores du MFI par département et par dimension.



### III. Leçons tirées de la mise en œuvre des éditions de 2021 et 2022

L'analyse complète du MFI a été appliquée pour la première fois au Tchad en 2021 et 2022 en utilisant les mêmes seuils que ceux expliqués ci-dessus pour guider le choix de la modalité de transfert pour l'assistance saisonnière (juin - Août).

Etant donné que l'approche était nouvelle, un mécanisme a été mis en place pour générer des preuves de l'impact probable des modalités de transfert sur les bénéficiaires et les marchés afin de faciliter les modifications basées sur des preuves les années suivantes, et en accord avec le principe DO-NO-HARM.

Des études sur la perception et de l'impact des transferts en nature (in-kind) et en espèce dans les zones d'intervention du PAM pendant la période de soudure de 2021 et 2022 (Disponible ici : [Etude Impact Modalités](#)) ont montré que :

- i. Les bénéficiaires affirment que les interventions du PAM ont contribué efficacement à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages. La distribution du cash a apporté surtout un grand changement dans les ménages car cela a contribué à améliorer et diversifier leur alimentation, assurer la scolarité des enfants, les soins sanitaires, rembourser les dettes et améliorer l'hygiène familiale ;
- ii. L'analyse des prix montre que dans 5 des 7 provinces, l'assistance n'a pas eu d'impact négatif dans les zones spécifiques assistées, car les niveaux et les tendances des prix étaient systématiquement inférieurs (Variation  $> -5\%$ ) ou similaires ( $-5\% < \text{variation} < +5\%$ ) à la moyenne provinciale, tandis que dans les 2 autres, en accord avec les conclusions du MFI, les prix dans les zones assistées étaient plus élevés (variation  $> +5\%$ ) que la moyenne provinciale.
- iii. Les communautés ont indiqué qu'il n'y avait pas eu de réduction de la disponibilité de la nourriture sur les marchés pendant la période d'assistance, mais ont mentionné que les prix étaient généralement élevés, conformément aux tendances saisonnières ;
- iv. Les bénéficiaires des différentes modalités de transfert ont indiqué qu'ils préféraient continuer à recevoir l'assistance selon les mêmes modalités (à l'avenir).

Sur la base de ces résultats, les mêmes seuils utilisés pour MFI en 2021 et en 2022 ont été maintenus pour le choix des modalités de transfert en 2023.



## IV. Analyse par dimension du MFI

### a) Assortiment

**Définition :** La dimension « assortiment de biens essentiels » indique quelles catégories de biens répondant aux besoins essentiels peuvent être achetées sur un marché et quel est le choix offert.



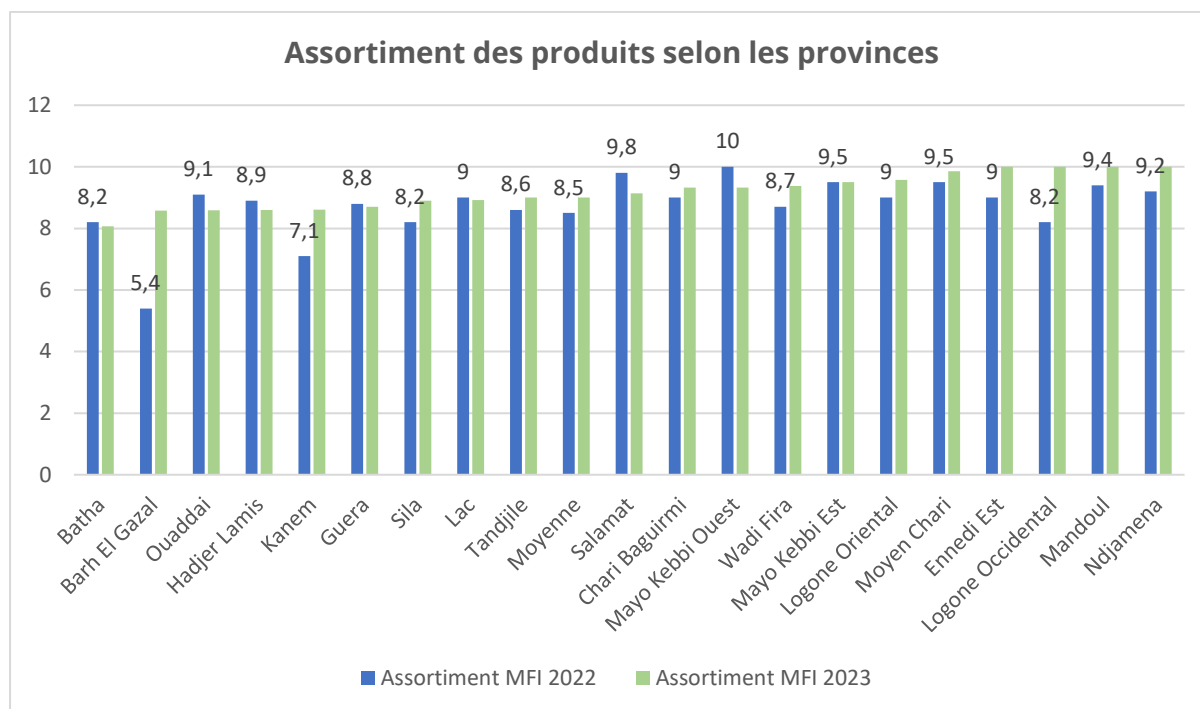
De façon générale, les marchés sont bien assortis. On y trouve tout en général et plus particulièrement les produits céréaliers tels que le mil, le maïs, la farine de blé, le sorgho, mais aussi les pâtes alimentaires. Il faut aussi noter que 68% des personnes interrogées vendent entre 51 et 1000 produits distinguables de différentes sortes. Toutefois, il faut noter que dans certaines zones, les produits non alimentaires (NFI) sont inexistantes, ou très peu vendus. Outre les produits céréaliers, on note également la présence des autres produits alimentaires autres que les céréales tels que l'huile et les autres matières grasses, le lait et les autres produits laitiers, mais aussi les fruits et légumes qui sont présents dans la plupart des marchés.

Le graphique ci-dessous présente l'assortiment au niveau provincial. Il ressort de ce graphique que le score national moyen est de 9, ce qui montre que l'assortiment est



acceptable au niveau national et donc que les provinces sont bien assorties. De façon générale les scores faibles sont observés dans la bande sahélienne alors que les scores les plus élevés sont ceux de la zone soudanienne. Il ressort de l'analyse que 37% des marchés enquêtés ont un score en dessous de la moyenne (9).

Aussi, en comparaison avec les scores de l'assortiment de l'année dernière, on constate une hausse systématique de l'assortiment dans la plupart des provinces.



## b) Disponibilité

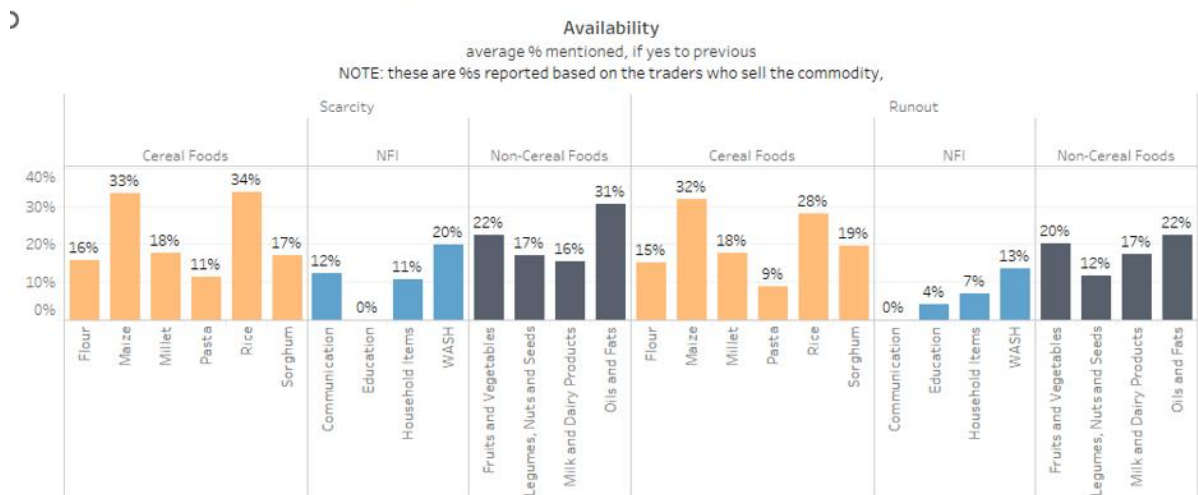
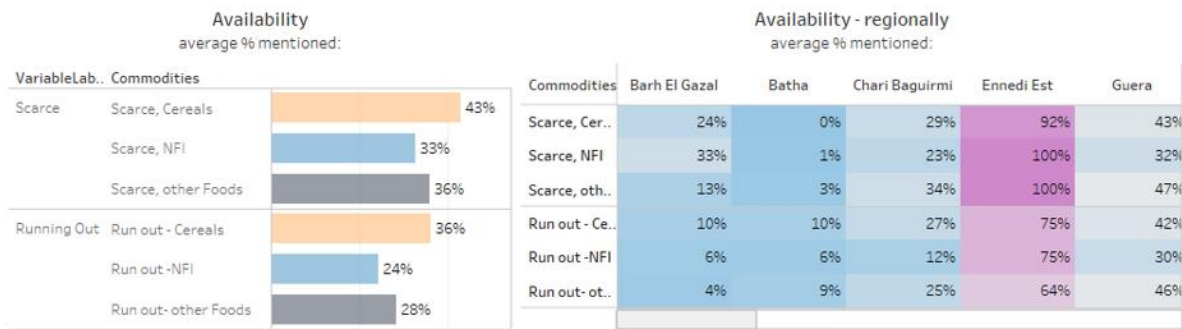
**Définition :** La dimension de la disponibilité permet de déterminer si certains produits sont rares ou susceptibles de se raréfier à court terme.



Le graphique ci-dessous présente la disponibilité des trois catégories de produits suivis par le MFI au niveau des provinces. Ainsi, le score moyen est de 7.18, ce qui est très acceptable.

Aussi, 43% des commerçants interrogés ont rapporté que ce sont les céréales (principalement le riz, le maïs, mais aussi le sorgho) qui sont actuellement rares sur les marchés ; et 36% ont rapporté qu'ils pourraient manquer de stocks (s'il n'y a pas de réapprovisionnement) d'ici une semaine.





Les scores en dessous de la moyenne sont observables pour les provinces de l'Ennedi Est (0.83), la Tandjilé (1.25) et du Logone Occidental (1.77). Cela est dû, d'une part à un mauvais approvisionnement surtout pour la Province de l'Ennedi Est qui dépend beaucoup plus des échanges transfrontaliers, et d'autre part à la faible production agricole due aux inondations survenues dans la partie sud du pays.

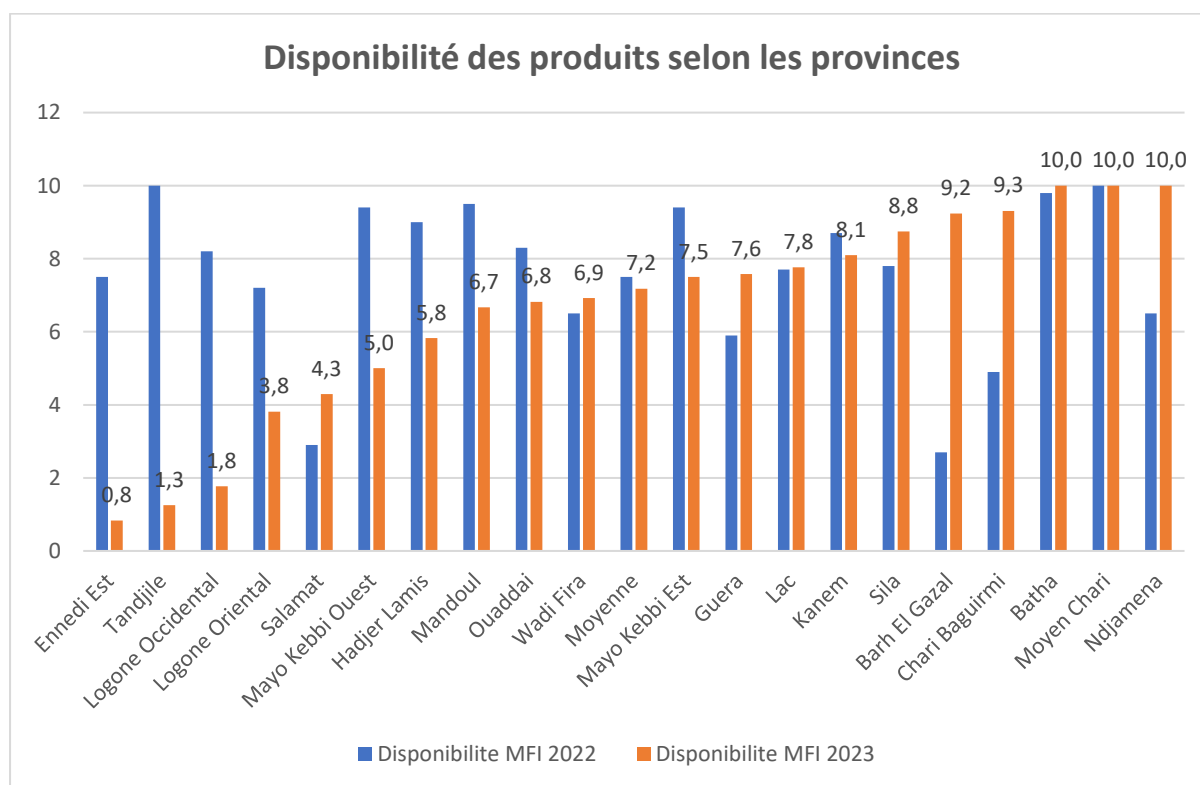
Ce résultat cache, comme précédemment, des disparités au niveau des départements. Ainsi donc, dans le Logone Occidental par exemple où le score moyen est de 1.8, il varie entre 0 (Lac Wey) et 3.75 (Ngourkousso), mais aussi dans l'Ennedi Est où le département de Amdjarass (1 seul marché) a un score moyen de 0 alors que dans le Wadi Hawar, le score moyen est de 1.67. Ce résultat traduit une mauvaise répartition des produits alimentaires et non alimentaires dans les marchés de ces provinces citées c'est-à-dire plus de disponibilité dans le Wadi Hawar que à Amdjarass par exemple. Ceci pourrait avoir pour conséquence une probable hausse des prix dans les zones à faible disponibilité.

On note aussi de façon globale que 40% des marchés enquêtés ont un score en dessous de la moyenne (70%, soit 7 marchés sur 10 dans le Hadjer Lamis, ou encore 7 marchés sur 8 dans le Logone Occidental, qui ont une mauvaise disponibilité c'est-à-dire en dessous de la moyenne nationale).



En comparant les résultats de cette année avec ceux de l'année dernière, on constate que de façon globale, les scores ont baissé pour la plupart des provinces. Cette baisse du score peut s'expliquer par la faible production due aux chocs causés par les inondations (surtout dans les provinces du Logone Occidental, Logone Oriental et Mayo Kebbi Est ou encore la Tandjilé), et touche principalement les produits céréaliers tels que le maïs, le riz et le sorgho, mais aussi les autres produits alimentaires comme les fruits et légumes, et les produits gras.

Outre ces provinces qui ont connu une baisse du score sur la disponibilité par rapport à 2022, on note également que les provinces du Barh El Gazal, du Chari Baguirmi ou encore celle de N'Djamena connaissent quant à elle une hausse de leur score. En effet, pour ces provinces, très peu de commerçants enquêtés ont déclaré ne pas manquer de stocks, mais aussi qu'ils disposent de très peu de produits rares.



Outre ces informations, les données montrent aussi que 20% des marchés enquêtés signalent qu'ils pourraient manquer de produits alimentaires (principalement les céréales) le mois suivant l'enquête. Mais avec leur capacité de résilience, cet effet pourrait juguler.



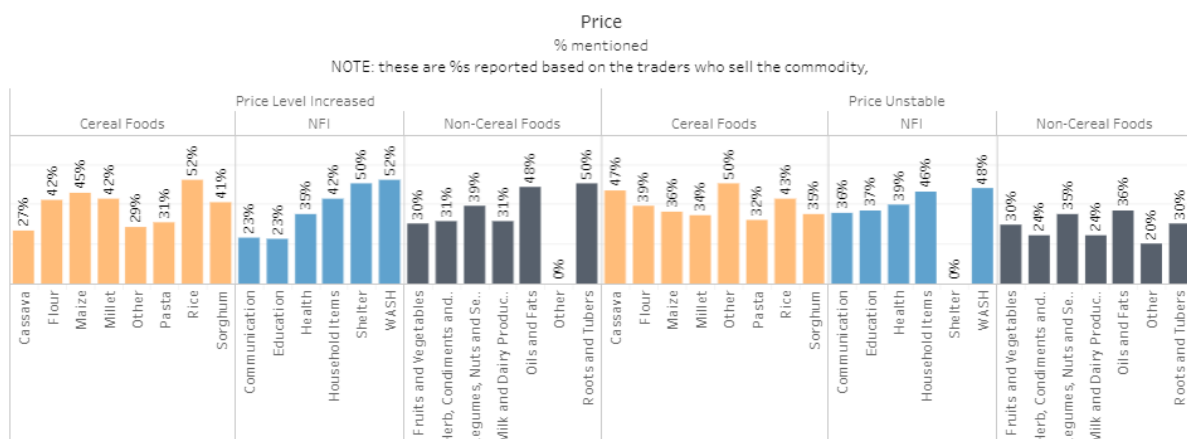
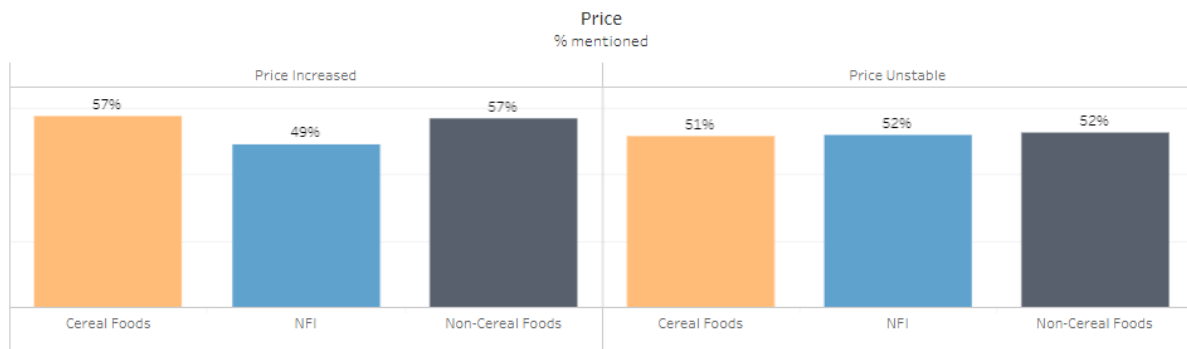


### c) Prix

**Définition :** La dimension prix évalue les tendances et la volatilité des prix. Une hausse des prix et une volatilité excessive montrent que le marché ne fonctionne pas bien.

Avec une moyenne de 4.7 (contre 5.1 en 2022) seulement au niveau global, les prix constituent une des dimensions les plus faibles des marchés. Ce résultat montre une détérioration au niveau des prix (prix instables et volatiles). En effet, depuis l'année dernière, pour la quasi-totalité des produits alimentaires (céréaliers et non céréaliers) et non alimentaires, nous assistons à une hausse généralisée des prix.

Les résultats montrent que 57% des commerçants interrogés ont rapporté une hausse des prix le mois précédant l'enquête aussi bien pour des produits céréaliers que des autres produits alimentaires. Cette hausse touche principalement les produits tels que le riz (52% des répondants), le maïs (47%), le mil (45%), mais aussi la farine de blé et le maïs qui sont les principaux produits de consommation des ménages tchadiens. Pour les autres produits alimentaires, la hausse est constatée pour les racines et tubercules, mais aussi pour l'huile et les autres produits gras.



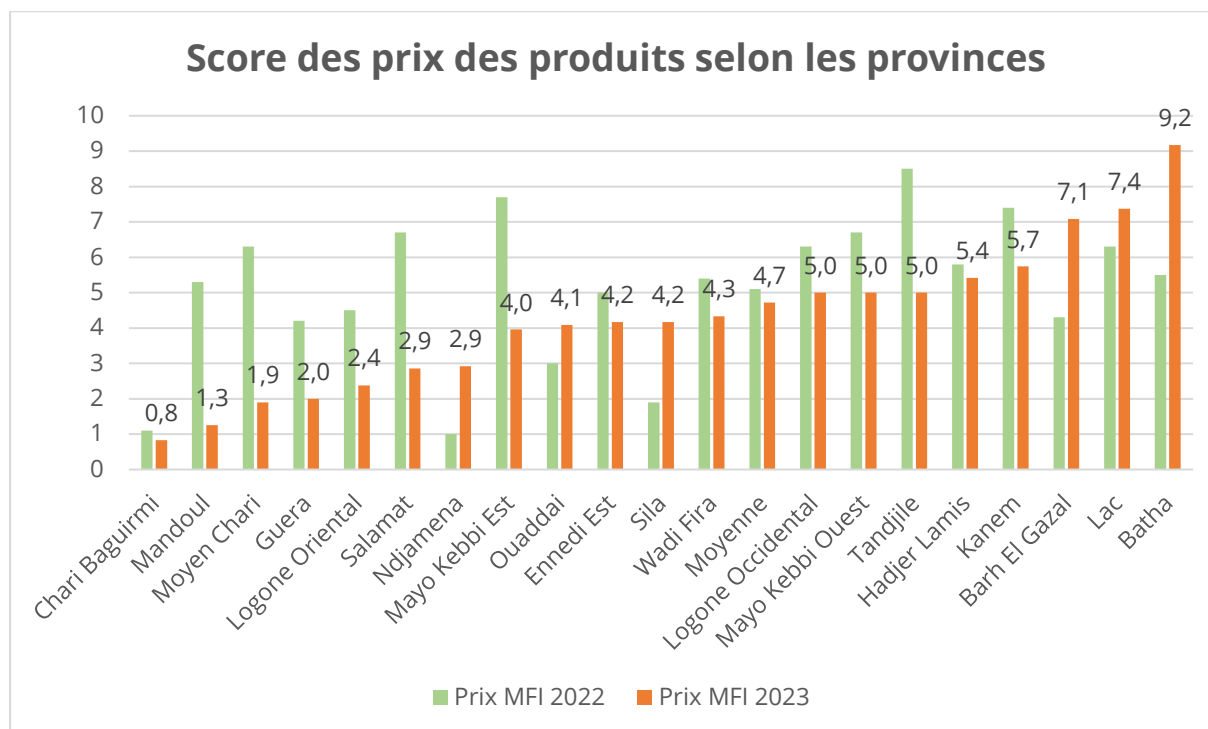
Les scores les plus faibles semblent être pour les provinces du Mandoul, Chari Baguirmi, Moyen Chari, Guéra et Logone Oriental. Ce qui indique une forte augmentation des prix des différents produits, telle que constatée depuis quelques mois. Par ailleurs, on



observe que les provinces du Batha, du Barh El Gazal, du Lac ou encore du Kanem (cf. graphique ci-dessous) ont un score élevé sur les prix (traduisant ainsi une stabilité des prix, bien que les prix soient élevés, avec une faible volatilité). Cette hausse des prix peut s'expliquer (d'après les répondants) par une faible disponibilité due à la faible production de suite des inondations dans la zone méridionale, mais aussi par les coûts de transports, et la hausse du prix du carburant constatée au moment de la collecte, l'augmentation de la demande des consommateurs, ou encore avec l'approche du ramadan.

Notons aussi que 40% des marchés ont un score sur la dimension prix inférieur à la moyenne (4.7) ce qui est cohérent avec la hausse généralisée des prix à travers le pays. Ces marchés sont essentiellement concentrés dans les provinces du Ouaddaï, Wadi Fira, Mandoul, Salamat, du Guéra, Logone Oriental et Moyen Chari.

Une analyse comparative avec les résultats de l'année dernière permet de montrer que l'indice est en baisse pour la plupart des provinces, ce qui traduit une instabilité voire volatilité des prix des produits concernés (cf. graphique ci-dessus).



Ce résultat cache, comme précédemment, des disparités au niveau des départements. Ainsi donc par exemple, dans le Hadjer Lamis où le score moyen est de 5.3, il varie entre 2.2 (Dagana) et 7.1 (Haraze-Al-Biar).

Il faut aussi noter que 48% des marchés ont rapportés une augmentation des prix des produits alimentaires tandis que pour 49% des marchés, les prix des produits



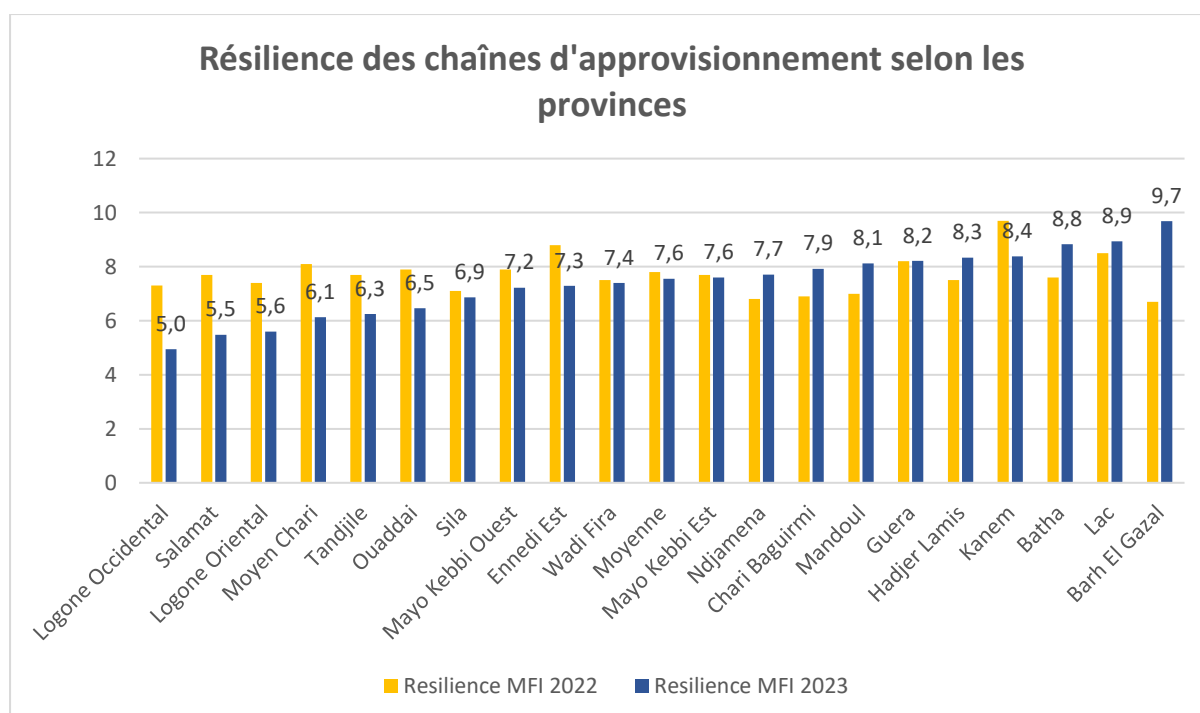
alimentaires sont volatiles, et donc pourraient connaître une augmentation au cours du mois suivant l'enquête.

### d) Résilience des chaînes d'approvisionnement

**Définition :** La dimension de la résilience des chaînes d'approvisionnement évalue à la fois la réactivité et la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement. Les chaînes d'approvisionnement résilientes sous-tendent l'approvisionnement régulier d'un marché en marchandises malgré les perturbations potentielles, ce qui est essentiel au bon fonctionnement du marché.

Cette dimension évalue la réactivité des chaînes d'approvisionnement et leur résilience aux chocs. Ainsi donc, le score global pour cette dimension est de 7.6 (contre 7.8 en 2022), ce qui traduit de façon globale une bonne réactivité et un approvisionnement régulier des marchés. Près de 6% des marchés ont un score en dessous de la moyenne, suggérant que la plupart des marchés ont des chaînes d'approvisionnement résilientes.

Le score le plus bas est enregistré pour quelques provinces de la zone méridionale (les deux Logones, le Moyen Chari, le Salamat) qui ont également enregistré une baisse par rapport à l'année dernière. En effet, pour ces provinces, les principaux fournisseurs des répondants ne sont pas situés dans la même zone géographique (département) que les répondants, aussi bien pour les céréales (52% des marchés enquêtés), les autres produits alimentaires (33% des marchés enquêtés) ou encore les NFI. Ceci a un impact sur leur capacité d'approvisionnement, toutefois, grâce à leurs chaînes d'approvisionnement et leurs stocks, ceux-ci peuvent répondre à une demande institutionnelle, dans un délai raisonnable (une semaine).





## e) Compétition des acteurs

**Définition** : La dimension de la compétition évalue si le nombre de commerçants sur le marché et la répartition du pouvoir entre eux garantissent un niveau raisonnable de compétition. La compétition est essentielle au bon fonctionnement d'un marché, car elle oblige les vendeurs à améliorer leur efficacité et fait baisser les prix au profit du consommateur final.

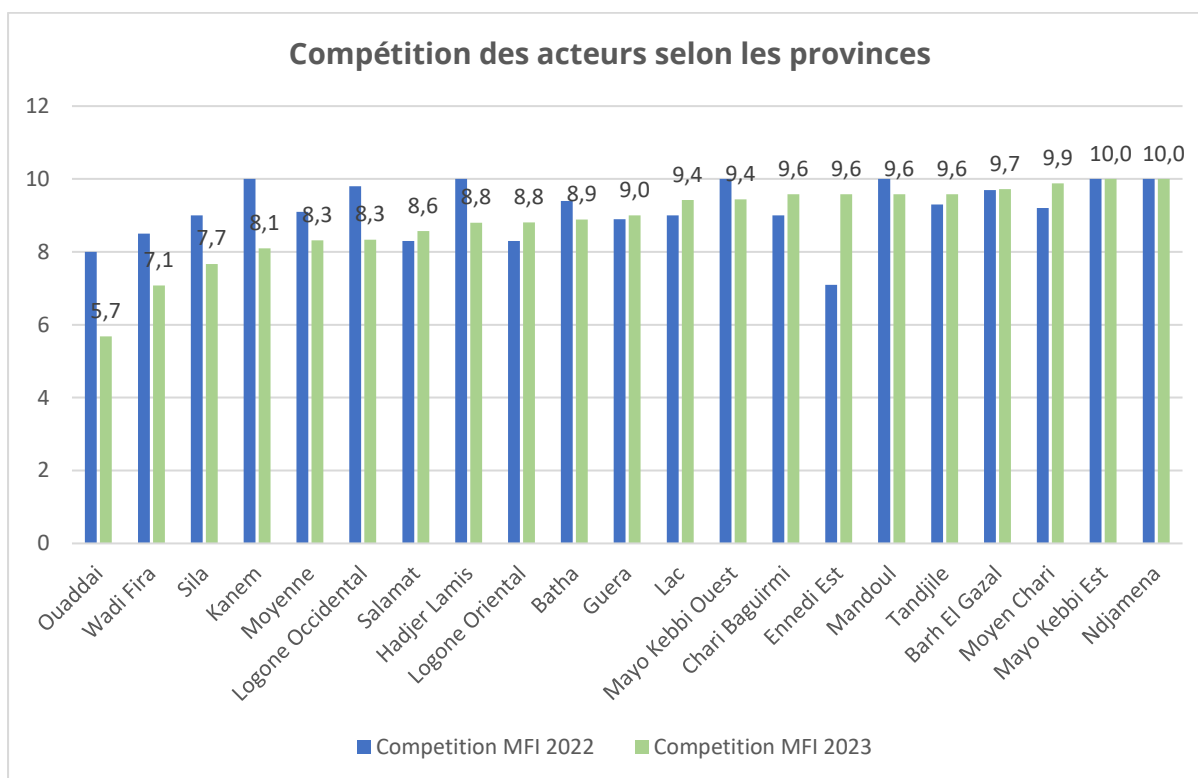
Un marché qui fonctionne bien est un marché dans lequel l'offre et la demande sont composées d'une grande multitude d'agents, si bien qu'un seul agent n'est pas en mesure d'influencer l'une ou l'autre. Ainsi donc, au niveau global, le score moyen pour cette dimension est de 8.3 (contre 9.1 en 2022), ce qui traduit l'existence d'un grand nombre d'acteurs, une absence de contrôle du marché par un commerçant (ou un groupe de commerçants) pour la plupart des provinces.

Aussi, les résultats montrent que dans la plupart des marchés, les commerçants font appel à plus d'un fournisseur pour leur approvisionnement, pour la plupart des produits qu'ils vendent. Cependant la répartition spatiale de ces fournisseurs n'est pas uniforme pour une grande majorité des provinces. Par exemple, dans le Chari Baguirmi, le Hadjer Lamis et le Logone Occidental, les fournisseurs ne sont pas situés dans la même zone géographique (même département) que le commerçant.

Les scores les plus faibles sont observés pour les provinces du Wadi Fira (7.1), du Ouaddaï (5.7), et du Sila (7.7). Comme précédemment, cela cache des disparités quand on est au niveau des départements, surtout pour les provinces citées ci-haut.

Au niveau des marchés, on constate que 31% des marchés ont un score en-dessous de la moyenne.

Comparé à l'année dernière, on note une baisse significative des scores des provinces telles que le Wadi Fira, le Sila, le Ouaddaï et le Kanem. Cette baisse est due au fait qu'il existe certains produits pour lesquels moins de cinq (5) commerçants contrôlent le marché (18% des marchés enquêtés), ce qui rend déloyale la concurrence. Toutefois, il n'y a pas, pour la plupart des provinces, de situation de quasi-monopole.



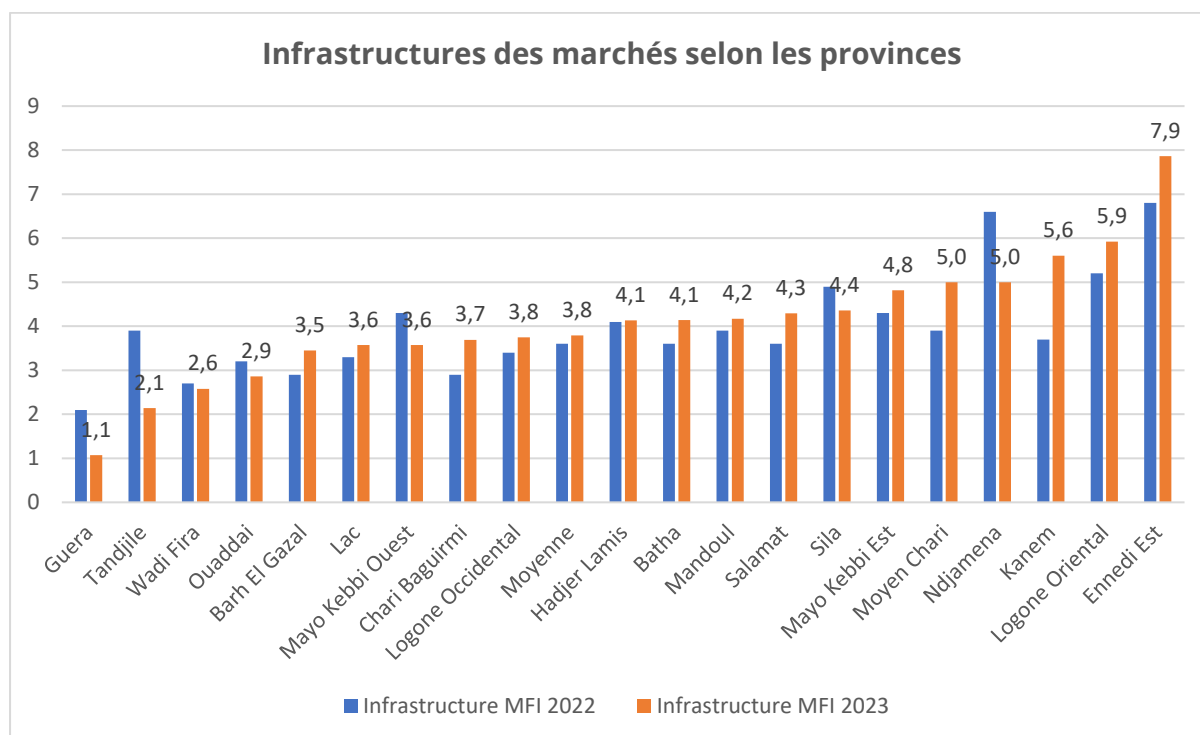
## f) Infrastructures

**Définition :** La dimension de l'infrastructure évalue le type et l'état des structures physiques qui accueillent les magasins en plus, par exemple, du système d'égouts, du réseau électrique ou de communication. Une infrastructure adéquate contribue à la fois au bon fonctionnement du marché et peut être interprétée comme une indication de différents aspects de l'efficacité du marché.





Le graphique ci-dessous montre le score des différentes provinces au niveau de la dimension des infrastructures. Le score moyen est de 3.8, ce qui traduit la faiblesse des infrastructures au niveau global. Ainsi donc, les provinces de Guéra, Tandjilé et Wadi Fira accusent les scores les plus faibles tandis que celles de N'Djamena, Kanem, Logone Oriental et de l'Ennedi-Est ont les scores les plus élevés. Ceci traduit, pour les provinces citées plus-haut, la faiblesse des infrastructures des différents marchés.



De plus, les données montrent que la plupart des infrastructures sont de qualité moyenne, à l'exception des marchés des chefs-lieux des provinces, mais on note aussi l'absence totale de fonctionnalités telles que les toilettes, des systèmes d'évacuation des eaux usées ou encore de dépotoirs pour ordures ménagères.

Il faut aussi noter que près de 57% des marchés ont un score en dessous de la moyenne nationale.

En comparant les résultats avec ceux de l'année dernière, on ne constate pas une variation significative au niveau des infrastructures, à l'exception des provinces du Guéra, Tandjilé, N'Djaména et Ennedi Est.

## g) Service

**Définition** : La dimension du service s'intéresse au service fourni pendant les achats ainsi qu'au moment du paiement. Le niveau de service est directement ou indirectement associé à(ux) différentes caractéristiques d'un marché qui fonctionnent bien, comme la transparence, la concurrence ou la fiabilité.

La moyenne nationale est de 3.9, et les scores les plus faibles sont observés pour les provinces du Salamat, Logone Oriental, Lac, Ouaddaï, Logone Occidental. Les scores plus élevés sont quant à eux observés dans les provinces de Mandoul, Wadi Fira et de l'Ennedi Est. Près de 60% des marchés enquêtés ont un score en dessous de la moyenne (3.9).

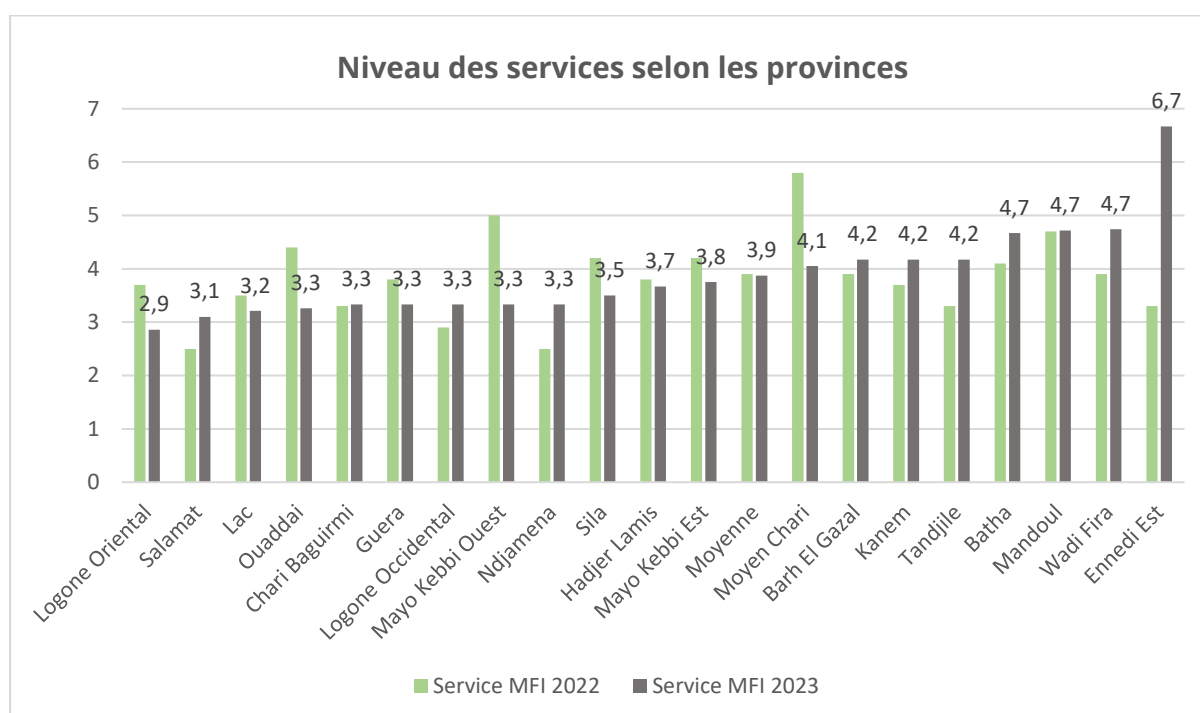
En effet, ces résultats découlent de la faiblesse des moyens de paiement auprès des commerçants enquêtés, la plupart n'accepte que le cash comme unique moyen de



paiement. L'analyse montre que 22% des marchés enquêtés n'acceptent qu'une seule forme de paiement (cash), et que dans 94% des marchés enquêtés, les produits vendus ne portent pas d'étiquettes.

Ce résultat cache malheureusement des disparités au niveau des départements. Dans le Logone Oriental par exemple, le score varie entre 1.7 et 5, tandis que la moyenne de la province se situe à 2.8.

En comparant les résultats avec ceux de l'année dernière, on note une variation significative pour les provinces du Ouaddaï, Mayo Kebbi Ouest, Moyen Chari et Ennedi Est (hausse).



## h) Qualité des denrées

**Définition :** Le MFI évalue la qualité en fonction des principes clés que sont l'hygiène et la propreté, la séparation des matières, le contrôle de la température et la gestion des stocks. La fiabilité de l'approvisionnement en produits - en quantité et en qualité adéquates - est une caractéristique essentielle du bon fonctionnement du marché.





Dans de nombreux marchés, les aliments peuvent être disponibles en quantités suffisantes, mais leur qualité peut varier. La disponibilité d'aliments dangereux pour la consommation humaine n'est pas mieux (voire pire, dans certains cas) que l'indisponibilité d'aliments. Avec un score global moyen de 4.7 (contre 5.3 en 2022), la qualité des denrées constitue avec les prix et les services une des dimensions les plus faibles des marchés. Les scores les plus élevés sont observés dans les provinces de Batha, Mayo Kebbi Est, Sila et Ennedi Est, tandis que les plus faibles sont enregistrés pour les provinces du Mandoul, Salamat, Barh El Gazal ou encore dans le Mayo Kebbi Est.

Ces résultats pourraient aussi cacher des disparités au niveau des départements. Ainsi, au Barh El Gazal par exemple où le score moyen était de 2.7, il varie entre 1.7 (BEG Nord) et 4.4 (BEG Sud).

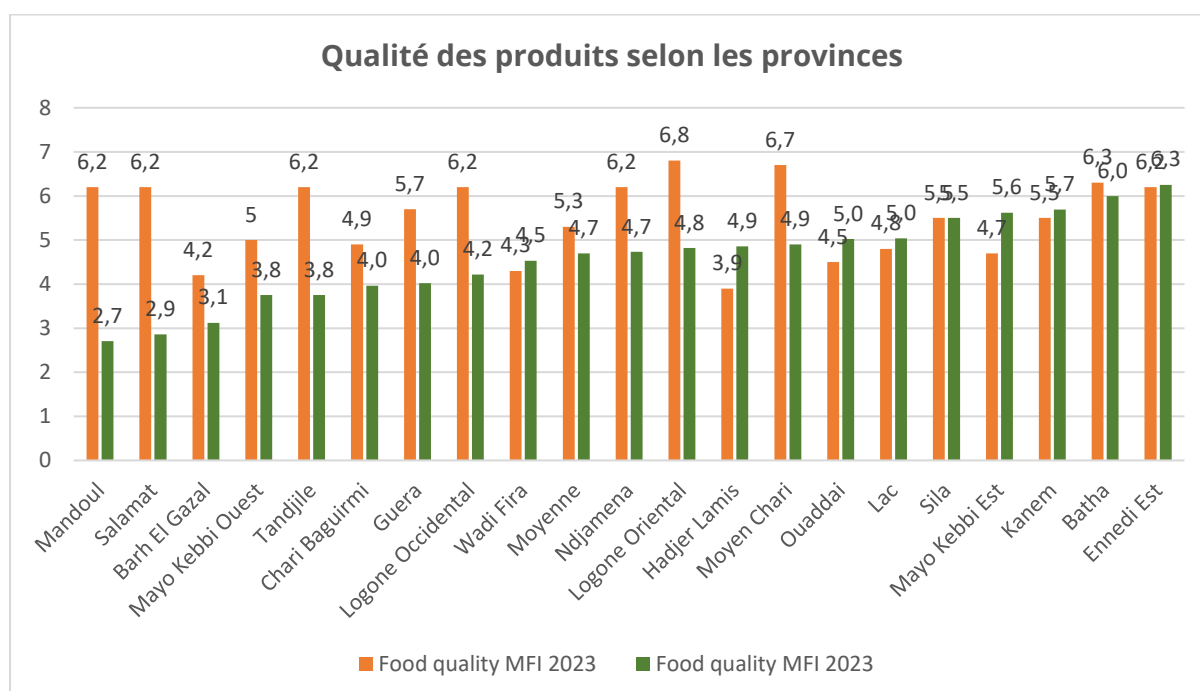
Il faut noter que la faiblesse de ces résultats provient du fait que dans la plupart des marchés visités, on note l'absence d'étiquettes (renseignant) sur les produits, l'absence de systèmes de réfrigération fonctionnels, ou encore que les produits qui normalement devaient être conservés dans des endroits frais et secs ne le sont pas. De plus, les résultats montrent que pour 77% des marchés enquêtés, on note la présence de produits dont les dates de péremption sont déjà atteintes. Cependant, on note que les emballages



des produits manufacturés sont intacts et exempts de signe de détérioration ou encore que la nourriture soit séparée de produits toxiques.

Ainsi donc, le score global moyen de cette dimension est de 8.7 (contre 9 en 2022). Les provinces enregistrant les plus faibles sont les provinces du Logone Occidental (6.9), Tandjilé (7.1), Salamat (7.7) et le Ouaddaï (8.1).

Les principaux facteurs affectant cette dimension sont essentiellement dus aux problèmes d'accessibilité physique des marchés (en raison des routes inadéquates et marchés non accessibles durant la période des pluies).



## i) Accès et protection

**Définition :** Le MFI évalue les problèmes d'accès et de protection qui réduisent, dans une large mesure, le fonctionnement du marché pour certains groupes de personnes (clients et commerçants) ou pour tout le monde. Ces interruptions de fonctionnement peuvent être de courte durée ou de longue durée. Dans ce dernier cas, les marchés s'adaptent normalement aux nouvelles circonstances et parviennent à fonctionner, même si c'est avec un degré élevé d'inefficacité.

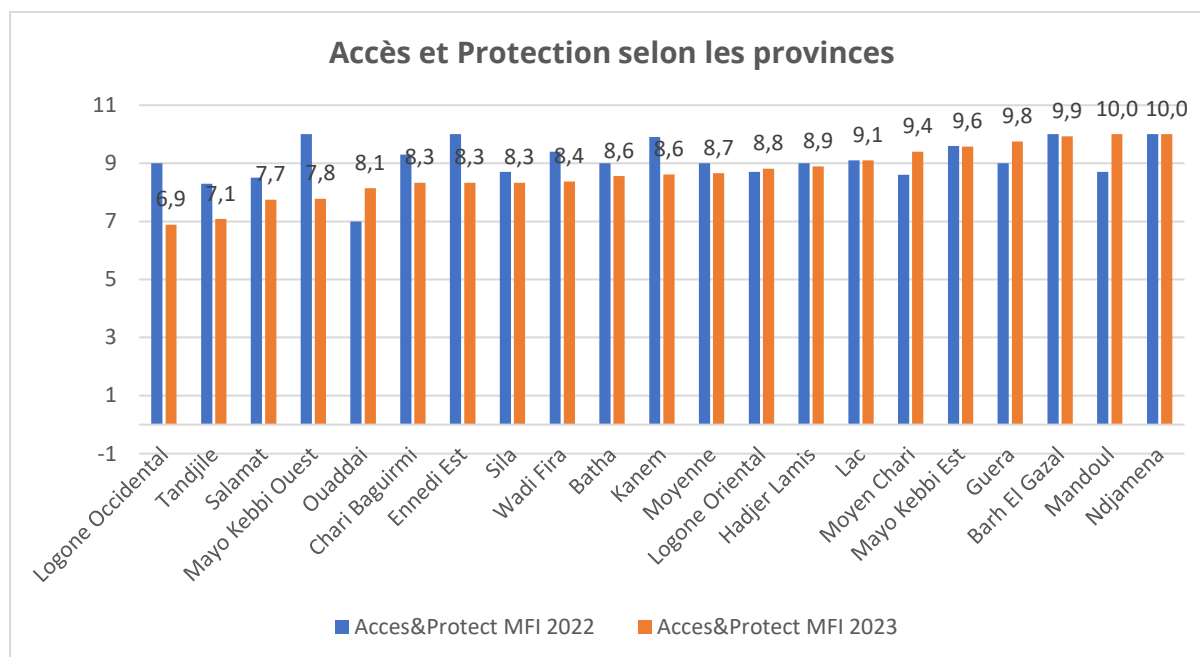
Un accès sécurisé aux marchés est une dimension cruciale de sa fonctionnalité. La dimension relative à l'accès répond aux questions clés telles que la capacité des bénéficiaires/clients à se rendre aux marchés ou encore l'existence des groupes confrontés à des menaces et problèmes de protection pour accéder aux marchés, ou encore l'existence de problèmes de sécurités généraux tels que le grand banditisme dans certains marchés (1%, soit 2 des marchés enquêtés).





Ainsi donc, le score global moyen de cette dimension est de 8.7 (contre 9 en 2022). Les provinces enregistrant les plus faibles sont les provinces du Logone Occidental (6.9), Tandjilé (7.1), Salamat (7.7) ou encore le Ouaddaï (8.1).

Les principaux facteurs affectant cette dimension sont essentiellement dus aux problèmes d'accessibilité physique des marchés (en raison des routes inadéquates, marchés non accessibles durant la période des pluies).

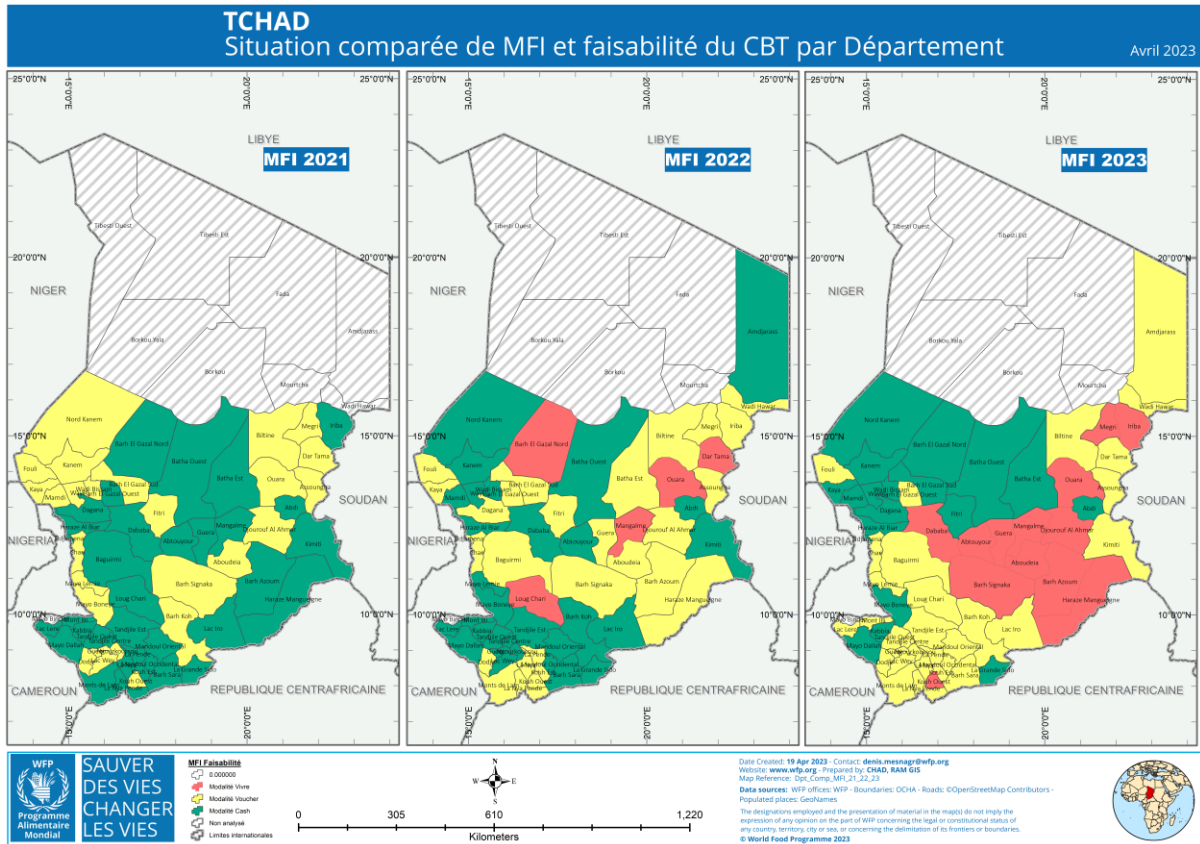


En comparant le score moyen de cette année avec celui de 2023, on constate une augmentation du nombre de marchés ayant eu des problèmes d'accès saisonniers (traduite par la baisse de l'indice). En effet, 20% des marchés enquêtés ont rapporté des problèmes d'accès saisonnier, 13% sont difficiles d'accès car éloignés des grands axes routiers. Ce sont principalement les marchés du Logone Occidental, de la Tandjilé, du Salamat et du Mayo Kebbi Ouest.

La carte 2 ci-dessous présente un résumé des résultats du MFI et des modalités de transfert faisables par département. Entre 2021 et 2023, il y a une tendance à l'augmentation des transferts en nature dans les départements du centre-sud et de l'est, en raison des facteurs décrits dans les sections précédentes. En outre, bien que le niveau de fonctionnement soit faible dans l'ensemble du Tchad, la plupart des marchés permettraient une utilisation progressive/prudente des transferts en espèces (directs ou sous forme de bons) avec la mise en œuvre de mesures de mitigation appropriées identifiées conformément aux conclusions de cette analyse.



Carte 2 : MFI et carte comparative des modalités d'intervention suggérées



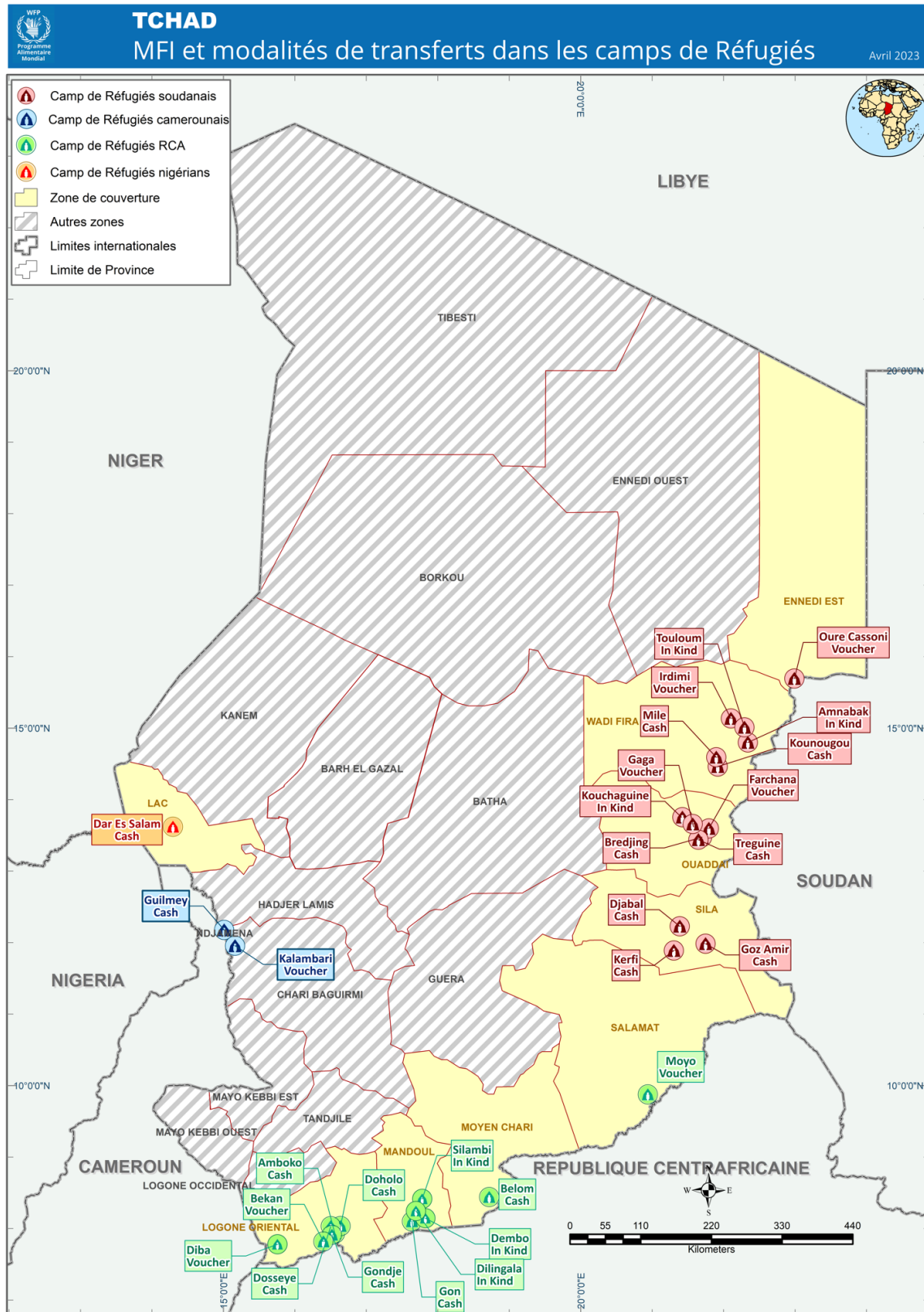
Source : PAM

## V. MFI et modalités de transfert dans les zones des réfugiés

Outre les marchés ordinaires, quelques marchés au sein des camps/sites des réfugiés ou utilisés par ceux-ci ont été aussi enquêtés. De façon globale, le CBT semble être faisable dans la plupart des sites ou camps, à l'exception des camps de Annabak, Touloum et Moura-Kouchaguine ou les transferts en nature sont les plus approprié. Il est à noter que pour le Camp de Moura-Kouchaguine, nous avons procédé par extrapolation des résultats du marché de Amleyouna qui est situé non loin du camp.



Carte 3 : Faisabilité du CBT des zones fréquentées par les réfugiés

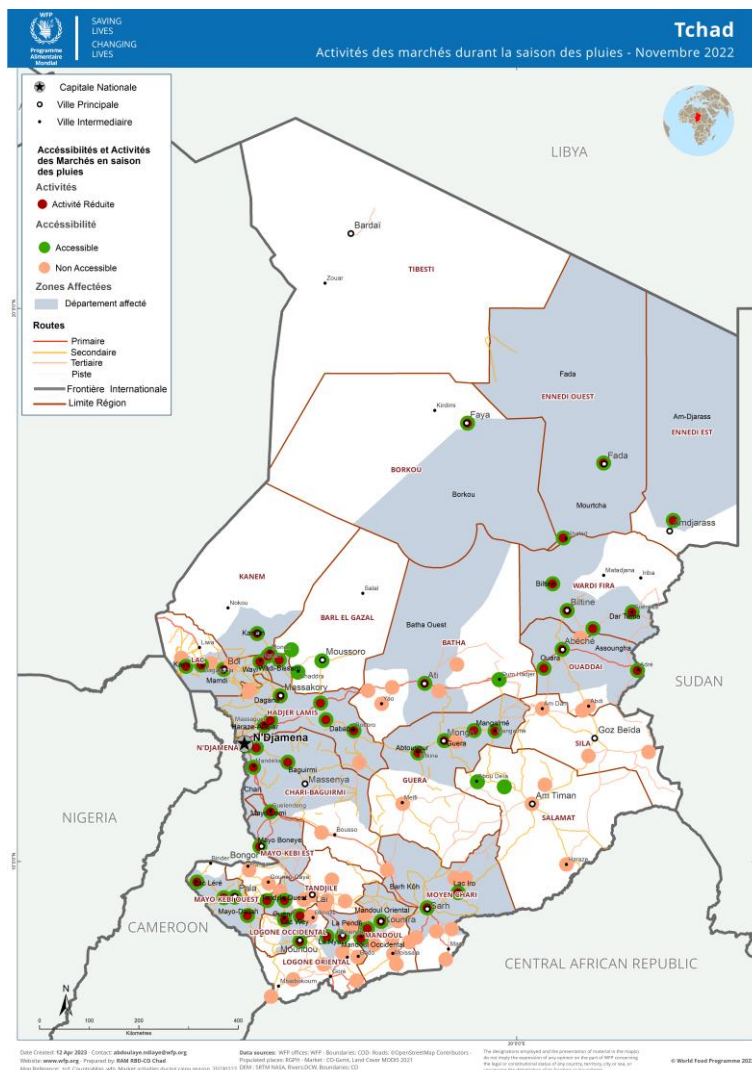




## VI. Impact des inondations sur la fonctionnalité des marchés

Durant la même période où le MFI a été conduit, une étude sur l'analyse géospatiale de l'accès aux marchés (Disponible ici : [Analyse géospatiale de l'accès physique aux marchés](#)) a été menée. Les résultats de cette étude catégorisent les marchés en trois types : les marchés à activité normale, les marchés à activité réduite et les marchés à faible activités. Il ressort donc de cette analyse que durant les périodes de pic de la saison de pluies, 48% des marchés ne sont pas accessibles, à cause de mauvaises conditions d'accès physique, il peut s'agir soit de routes/ponts coupés en raison des pluies, ou encore des marchés inondés, ce qui impacte sur la fonctionnalité des marchés. En plus de cela, en 2022, 89% des marchés accessibles ont de niveaux d'activité réduite à cause des inondations et de l'accès difficile pour un bon approvisionnement et fonctionnement normal (cf. carte ci-dessous).

**Carte 4 :** *Activité des marchés durant la saison des pluies*





## VII. Analyse de la demande sur les marchés et les préférences de la population

### Dépendance à l'égard des marchés

Les résultats de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA) de février 2023 ont montré que les ménages ont principalement deux sources d'approvisionnement pour leur consommation : leur propre production (pour de nombreux produits de base tels que les céréales) et les marchés (pour les légumes, les légumineuses, les protéines animales et les huiles).

Ainsi donc, les résultats montrent qu'aux cours des 7 derniers jours précédant l'enquête, 70% des personnes enquêtées ont déclaré s'être approvisionné à travers les marchés, étant donné que les stocks issus des récoltes pluviales sont déjà presque épuisés. Les analyses montrent aussi que pour près de 49% des ménages en milieu rural, les marchés sont à moins de 5Km, principalement pour la zone soudanienne, et entre 5 et 10 Km pour les provinces de la bande sahéenne, ce qui leur facilite un accès à l'alimentation. Cependant, des disparités subsistent. Ainsi donc, dans le BET (Borkou, Ennedi Est et Ouest, et Tibesti), la plupart des ménages ont déclaré que les marchés les plus proches se trouvent à plus de 30 Km.

Beaucoup de ménages (62.6%) rencontrent de difficultés pour accéder aux marchés. Les principales difficultés étant le jour d'animation car les marchés sont hebdomadaires. 46% des personnes interrogées ont déclaré que la principale difficulté d'accessibilité aux marchés reste le jour d'animation, et 48% la longue distance des marchés par rapport aux lieux d'habitations, mais aussi l'état des routes (26%).

Pour les provinces de la bande saharienne, la principale difficulté demeure la distance entre les marchés et les ménages. Il faut aussi noter que pour la bande sahéenne, en plus de la distance pour accéder aux marchés, l'insécurité demeure aussi un facteur limitant.

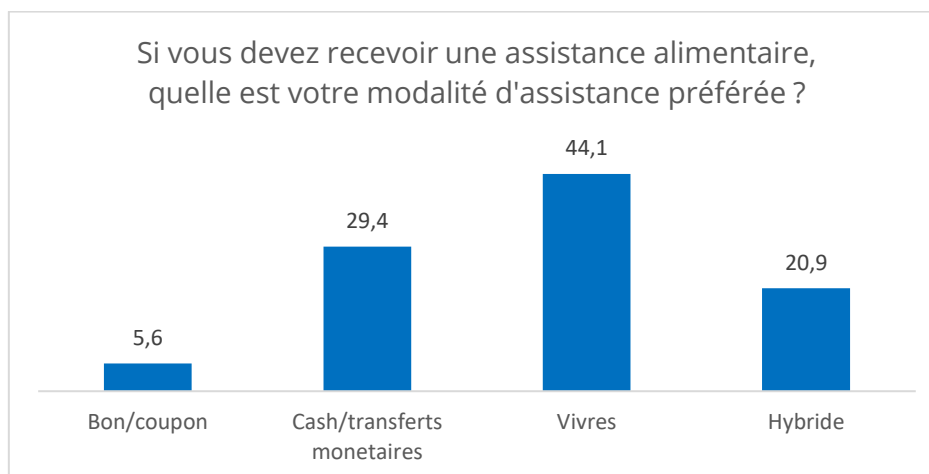
Outre ces difficultés, les ménages accèdent aux marchés principalement pour leur consommation. Cependant, quelques ménages (42.1%) accèdent aussi aux marchés pour vendre, principalement les céréales, légumineuses, du bétail ainsi que les articles non alimentaires.





## Préférence en termes de modalité

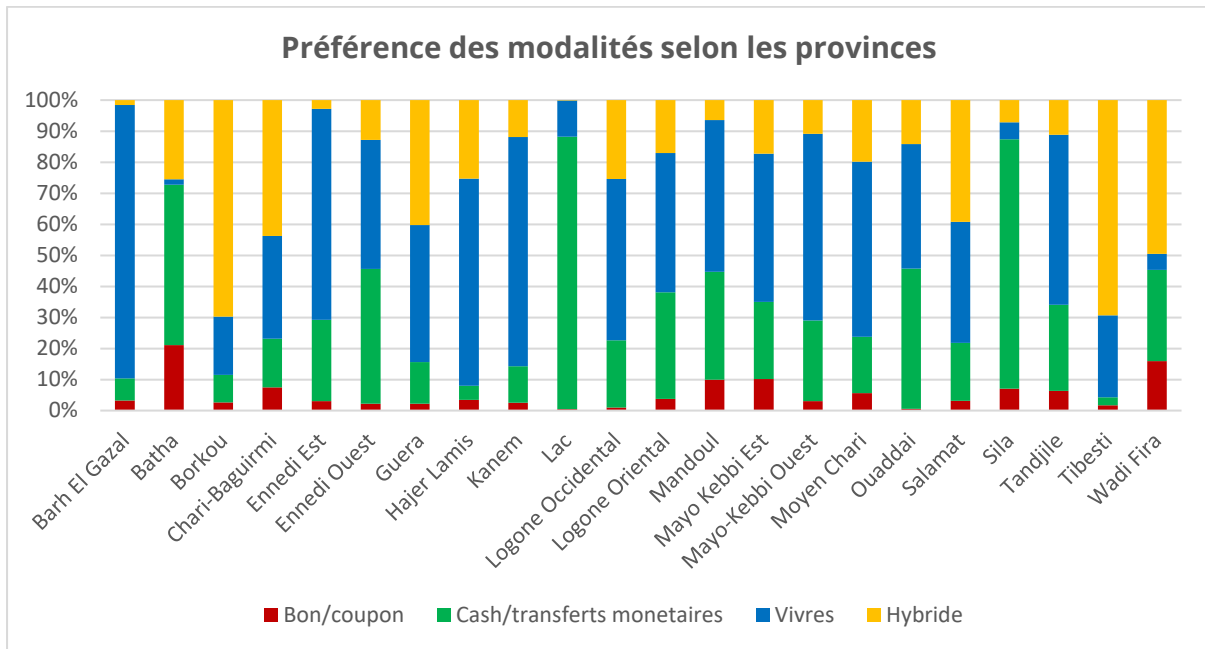
Outre ces résultats, les données de l'ENSA montrent aussi que les vivres et les transferts monétaires sont les principales préférences des ménages en cas d'assistance.



Comme en 2022, les résultats montrent une préférence constante pour les transferts en nature dans la population générale, suivie par les transferts directs en espèces, et une préférence moindre pour les bons d'achat. Cette préférence pour les transferts en nature est probablement liée à deux aspects : i) le contexte, dans lequel les prix des denrées alimentaires n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, réduisant ainsi le pouvoir d'achat des ménages, et ii) l'expérience limitée des transferts en espèces au sein de l'ensemble de la population.

En effet, comme mentionné dans les sections précédentes, les ménages qui ont fait l'expérience des transferts en espèces (bénéficiaires du PAM) ont également indiqué de manière constante qu'ils préféreraient continuer avec la même modalité. Cette différence de préférences entre les anciens bénéficiaires et la population en général souligne l'importance des activités de sensibilisation avant tout transfert direct en espèces afin d'en favoriser l'acceptation. Il convient également de noter que les résultats du MFI ne correspondent pas nécessairement aux préférences de la population, ce qui constitue une raison supplémentaire de mener des activités de sensibilisation en tenant compte des dimensions des marchés et des ménages.

Une analyse selon les provinces montre quelques résultats intéressants. En effet, dans le BEG et au Kanem, ce sont les vivres qui sont principalement préférées par les répondants. Cependant le cash lui est majoritairement préférée dans les provinces telles que le Batha, Lac et le Sila.





## Conclusion

L'analyse des dimensions du MFI montre que de manière générale, les marchés sont bien assortis (moyenne de 9 pour l'assortiment) en divers produits, aussi bien les céréales, les autres produits alimentaires ainsi que non alimentaires. La disponibilité (7.2 de moyenne) quant à elle aussi, elle est moyenne, cependant, certaines provinces connaissent des problèmes au niveau de cette dimension (Ennedi Est, Logone Occidental, Logone Oriental et Tandjilé), mais aussi au niveau des prix (Chari Baguirmi, Guéra, Moyen Chari, Salamat, Mandoul et Logone Oriental).

Aussi, de façon générale, la plupart des infrastructures (moyenne de 3.8 seulement) sont très précaires, et on note l'absence de sanitaires (systèmes d'égouts, zone dédiée aux ordures, toilettes). Cependant, avec les chaînes d'approvisionnement résiliente et le niveau de compétition (absence de monopole) des acteurs, les commerçants sont en mesure de répondre à une demande dans un meilleur délai puisque la plupart de leurs fournisseurs se trouvent dans la même zone géographique (département) qu'eux.

Au niveau de la qualité des denrées, des services ou des infrastructures les scores sont faibles, ce qui se traduit par de mauvaises conditions de stockage et une mauvaise conservation des produits mettant en mal l'implémentation des vouchers dans certaines localités. Toutefois, l'accès aux marchés est régulier nonobstant quelques problèmes d'accès dus aux infrastructures et aux routes ou voies principales coupées en saison des pluies.

Les résultats de ce MFI 2023 (ID de l'enquête 2712) peuvent être visualisés à travers les liens suivants [Workbook: MFI Toolbox](#) et [Workbook: MFI Dashboard](#).

## Recommandations

Bien que les résultats du MFI soient généralement favorables à l'utilisation de transferts monétaires pour l'assistance à la population locale et aux réfugiés, il est reconnu que d'autres aspects opérationnels dépassant le cadre de cette étude doivent être pris en compte avant la sélection de la modalité d'assistance finale.

Comme les années précédentes, les services, les infrastructures et la qualité de l'alimentation restent les aspects les plus faibles du fonctionnement des marchés au Tchad. Il est nécessaire de soutenir le développement global des marchés qui jouent un rôle central dans les systèmes alimentaires.



Étant donné qu'un certain nombre de marchés deviennent inaccessibles pendant la saison des pluies, l'utilisation des transferts en espèces devrait s'accompagner de mesures de mitigation afin de garantir un accès continu à la nourriture pour les ménages dans les zones à haut risque.

Une autre constatation importante est qu'il y a une augmentation généralisée des prix et/ou de l'imprévisibilité. Il est donc important de ;

- Suivre régulièrement la tendance des prix afin d'en mesurer l'impact sur la valeur du panier alimentaire, tenant compte de la forte volatilité des prix et ajuster la valeur de transfert dans les zones d'assistance, en fonction des changements importants du coût du panier alimentaire
- Mettre en place et/ou renforcer les dispositifs pour l'évaluation des commerçants

Les activités de sensibilisation seront nécessaires dans les zones où la préférence pour le cash est faible, mais où le niveau de fonctionnalité des marchés pourrait soutenir les transferts monétaires.

Dans l'éventualité de transfert monétaire sous forme de coupons, tenir compte lors de l'évaluation des vendeurs d'un certain nombre de critères notamment :

- L'affichage des prix ;
- Le contrôle de la qualité et de la quantité des produits vendus dans les zones d'implémentation du voucher ;
- Les problèmes d'hygiène et propreté



# Annexe

Tableau A1 : Score selon les provinces

Provinces/Départements	A. Assortiment/	B. Availability/	C. Price/	D. Resilience/	E. Competition/	F. Infrastructure	G. Service/	H. Food	I. Access&Protec	X. Final	
	Normalized Score MFI [0/10]	Normalized Score MFI [0/10]	Normalized Score MFI [0/10]	Normalized Score MFI [0/10]	Normalized Score MFI [0/10]	/ Normalized Score MFI [0/10]	Normalized Score MFI [0/10]	Quality/ Normalized Score MFI [0/10]	t/ Normalized Score MFI [0/10]	Score/ Normalized Score MFI [0/10]	
<b>Barh El Gazal</b>	8,6	9,2	7,1	9,7	9,7	3,5	4,2	3,1	9,9	5,0	
Barh El Gazel Nord	8,3	10,0	8,3	10,0	9,2	2,6	5,0	1,7	10,0	4,6	Cash
Barh El Gazel Ouest	8,7	9,7	7,2	9,7	10,0	3,8	3,9	2,1	10,0	4,8	Voucher
Barh El Gazel Sud	8,7	8,6	6,4	9,5	9,9	3,7	3,9	4,4	9,9	5,3	Cash
<b>Batha</b>	8,1	10,0	9,2	8,8	8,9	4,1	4,7	6,0	8,6	5,9	
Batha-Est	8,2	10,0	8,5	8,5	8,8	3,0	5,0	5,6	8,9	5,4	Cash
Batha-Ouest	8,0	10,0	9,2	9,2	8,5	5,2	4,6	6,3	8,3	6,3	Cash
Fitri	8,0	10,0	10,0	9,0	9,3	4,7	4,3	6,3	8,3	6,2	Cash
<b>Chari Baguirmi</b>	9,3	9,3	0,8	7,9	9,6	3,7	3,3	4,0	8,3	3,8	
Baguirmi	9,3	10,0	1,4	8,3	9,7	2,4	3,3	3,3	8,6	4,1	Voucher
Chari	9,0	7,9	0,4	7,5	9,6	5,4	3,3	4,4	8,3	3,5	Voucher
Loug-Chari	10,0	10,0	0,0	7,5	9,2	4,3	3,3	5,0	7,5	3,4	Voucher
<b>Ennedi Est</b>	10,0	0,8	4,2	7,3	9,6	7,9	6,7	6,3	8,3	4,0	
Amdjarass	10,0	0,0	5,0	6,7	9,2	8,6	6,7	7,5	8,3	3,7	Voucher
Wadi Hawar	10,0	1,7	3,3	7,9	10,0	7,1	6,7	5,0	8,3	4,4	Voucher
<b>Guera</b>	8,7	7,6	2,0	8,2	9,0	1,1	3,3	4,0	9,8	3,6	
Abtouyour	8,0	8,6	1,1	9,4	9,2	1,4	3,3	5,0	10,0	3,8	In Kind
Barh-Signaka	9,7	7,5	2,5	7,9	10,0	1,0	4,4	2,9	9,4	3,6	In Kind
Guera	8,3	6,7	1,9	8,3	8,6	1,0	2,8	5,0	9,7	3,4	In Kind
Mangalma	9,0	7,5	3,3	5,0	6,7	0,7	1,7	1,4	10,0	3,1	In Kind
<b>Hadjer Lamis</b>	8,6	5,8	5,4	8,3	8,8	4,1	3,7	4,9	8,9	4,6	
Dababa	8,7	4,4	2,2	8,2	8,9	4,3	3,3	6,3	9,2	4,4	In Kind
Dagana	8,4	7,8	6,7	8,6	8,7	3,7	4,0	2,2	8,5	4,5	Cash
Haraze-Al-Biar	9,0	2,9	7,1	7,9	8,8	4,6	3,3	8,1	9,2	5,1	Cash
<b>Kanem</b>	8,6	8,1	5,7	8,4	8,1	5,6	4,2	5,7	8,6	5,4	
Kanem	8,8	8,3	4,6	7,8	9,0	4,9	4,4	6,7	8,9	5,1	Cash
Nord-Kanem	9,0	10,0	8,3	9,1	10,0	5,1	5,0	5,5	8,2	6,4	Cash
Wadi-Bissam	8,1	6,5	4,9	8,3	6,0	6,5	3,3	5,0	8,7	4,9	Cash
<b>Lac</b>	8,9	7,8	7,4	8,9	9,4	3,6	3,2	5,0	9,1	5,0	
Fouli	9,0	7,1	6,7	10,0	10,0	3,2	0,8	5,0	10,0	4,1	Voucher
Kaya	8,7	7,8	8,3	9,3	9,7	3,3	2,8	4,2	9,2	4,7	Cash
Mamdi	9,0	8,0	6,8	8,5	8,7	3,3	3,7	4,8	8,5	5,0	Cash
Wayi	9,0	7,8	7,8	8,6	10,0	4,5	4,4	6,4	9,4	6,0	Cash
<b>Logone Occidental</b>	10,0	1,8	5,0	4,9	8,3	3,8	3,3	4,2	6,9	3,3	
Dodje	10,0	2,9	5,0	5,0	8,7	3,6	3,3	3,1	7,5	3,8	Voucher
Gueni	10,0	0,4	5,0	5,0	8,8	3,6	3,3	5,0	6,3	3,1	Voucher
Lac Wey	10,0	0,0	5,0	4,8	9,6	4,3	3,3	4,4	7,5	3,0	Voucher
Ngourkoussou	10,0	3,8	5,0	5,0	6,3	3,6	3,3	4,4	6,3	3,4	Voucher
<b>Logone Oriental</b>	9,6	3,8	2,4	5,6	8,8	5,9	2,9	4,8	8,8	3,6	
Kouh-Ouest	9,0	0,0	5,0	3,8	6,7	5,7	1,7	6,3	7,5	2,8	In Kind
La Nya	10,0	2,5	4,2	5,0	9,2	9,3	1,7	5,0	10,0	4,2	Voucher
La Nya Pendm	9,5	4,6	2,1	6,3	7,9	2,9	3,3	5,0	7,1	4,0	Voucher
La Pend	10,0	5,0	0,0	9,2	10,0	7,1	5,0	2,5	10,0	3,5	Voucher
Monts de Lam	9,5	5,0	1,7	4,4	10,0	6,8	2,5	5,0	10,0	3,5	Voucher
<b>Mandoul</b>	10,0	6,7	1,2	8,1	9,6	4,2	4,7	2,7	10,0	4,0	
Barh-Sara	10,0	5,8	1,7	8,3	9,2	4,3	5,0	2,5	10,0	4,1	Voucher
Mandoul Occidental	10,0	7,5	1,3	8,1	10,0	3,9	5,0	2,5	10,0	4,1	Voucher
Mandoul Oriental	10,0	7,5	0,0	7,5	10,0	4,3	3,3	3,8	10,0	3,4	Voucher
<b>Mayo Kebbi Est</b>	9,5	7,5	4,0	7,6	10,0	4,8	3,7	5,6	9,6	4,8	
Kabia	9,0	7,5	5,0	5,8	10,0	6,4	3,3	8,8	10,0	5,6	Cash
Mayo Boneye	10,0	10,0	7,5	10,0	10,0	7,1	3,3	5,0	10,0	6,0	Cash
Mayo-Lemi	9,0	8,3	0,0	7,5	10,0	3,6	5,0	6,3	8,3	3,5	Voucher
Mont Illi	10,0	4,2	3,3	7,1	10,0	2,1	3,3	2,5	10,0	4,2	Voucher
<b>Mayo Kebbi Ouest</b>	9,3	5,0	5,0	7,2	9,4	3,6	3,3	3,8	7,8	4,2	
Lac-Lbrn	9,0	3,3	5,0	6,7	10,0	0,7	3,3	1,3	10,0	3,3	Voucher
Mayo-Dallah	9,5	5,8	5,0	7,5	9,2	5,0	3,3	5,0	6,7	4,6	Cash
<b>Moyen Chari</b>	9,9	10,0	1,9	6,1	9,9	5,0	4,0	4,9	9,4	4,5	
Barh-K h	9,7	10,0	1,4	5,8	9,7	5,2	3,9	4,8	9,2	4,2	Voucher
Grande Sido	10,0	10,0	2,2	6,9	10,0	4,3	5,0	5,0	9,4	4,8	Cash
Lac Iro	10,0	10,0	2,5	4,6	10,0	6,4	1,7	5,0	10,0	4,4	Voucher
<b>Ndjamāna</b>	10,0	10,0	2,9	7,7	10,0	5,0	3,3	4,7	10,0	5,2	
Ndjamena	10,0	10,0	2,9	7,7	10,0	5,0	3,3	4,7	10,0	5,2	Cash
<b>Ouaddai</b>	8,6	6,8	4,1	6,5	5,7	2,9	3,3	5,0	8,1	3,8	
Abdi	8,6	8,0	5,0	6,9	7,7	3,4	4,0	4,3	7,8	4,1	Cash (Sila)
Assongha	9,2	9,3	3,7	7,6	6,2	3,1	3,0	5,4	8,1	4,3	Voucher
Ouara	7,7	2,5	4,0	4,5	3,6	2,1	3,1	5,0	8,5	2,9	In Kind
<b>Salamat</b>	9,1	4,3	2,9	5,5	8,6	4,3	3,1	2,9	7,7	3,6	
Aboudeia	9,5	0,4	3,7	5,6	7,1	3,6	2,5	3,8	10,0	3,0	In Kind
Barh-Azoum	9,5	6,3	3,7	6,0	9,6	5,7	3,3	3,1	6,7	4,5	In Kind
Haraze Mangueigne	8,7	5,6	1,7	5,0	8,9	3,8	3,3	2,1	6,9	3,4	In Kind
<b>Sila</b>	8,9	8,8	4,2	6,9	7,7	4,4	3,5	5,5	8,3	4,6	
Djourouf Al Ahmar	8,0	3,8	2,1	3,8	4,2	1,8	4,2	3,1	7,9	2,6	In Kind (Ouaddai)
Kimiti	9,1	10,0	4,7	7,7	8,5	5,0	3,3	6,1	8,4	5,1	Cash
<b>Tandjile</b>	9,0	1,3	5,0	6,3	9,6	2,1	4,2	3,8	7,1	2,9	
Tandjile-Centre	9,0	0,0	5,0	6,3	10,0	4,3	5,0	2,5	5,0	2,9	Voucher
Tandjile-Ouest	9,0	2,5	5,0	6,3	9,2	0,0	3,3	5,0	9,2	3,0	Voucher
<b>Wadi Fira</b>	9,4	6,9	4,3	7,4	7,1	2,6	4,7	4,5	8,4	4,0	
Biltine	9,4	9,3	5,6	8,2	6,9	2,0	4,3	4,8	8,9	4,3	Voucher
Dar-Tama	9,9	9,6	4,8	8,2	8,7	2,1	5,2	5,5	8,7	4,7	Voucher
Iriba	9,4	2,1	3,3	6,6	6,8	3,9	4,8	4,4	8,2	3,3	In Kind
Megri	8,5	7,7	3,3	6,5	5,2	1,6	4,6	2,5	7,1	3,6	In Kind





Pour plus d'information sur ce rapport :

**Abel BAKOI**

RAM Associate, [abel.bakoi@wfp.org](mailto:abel.bakoi@wfp.org)

**Madjioudal ALLARABAYE**

VAM Officer, [madjioudal.allarabaye@wfp.org](mailto:madjioudal.allarabaye@wfp.org)

**Ngaro BROUSSE**

Cadre à la Direction de Production des Statistiques Agricoles (DPSA),  
[ngarobrousse@yahoo.fr](mailto:ngarobrousse@yahoo.fr)

**Pour toute autre information :**

**Pierre HONNORAT,**

Directeur et Représentant Pays, [pierre.honnorat@wfp.org](mailto:pierre.honnorat@wfp.org)

**Koffi AKAKPO,**

Directeur Adjoint de pays/Chef de Programme, [koffi.akakpo@wfp.org](mailto:koffi.akakpo@wfp.org)

**Edgar WABYONA,**

Chef de la section recherche et évaluation, [edgar.wabyona@wfp.org](mailto:edgar.wabyona@wfp.org)

**Oumar K Aidallah**

Directeur de la Production des Statistiques Agricoles (DPSA), [oumarkaidallah@gmail.com](mailto:oumarkaidallah@gmail.com)